

7.4.2 Équipement des ménages

L'enquête annuelle sur l'équipement des ménages fournit un vaste éventail de renseignements sur les caractéristiques des logements canadiens et de leur équipement. Elle permet d'illustrer l'évolution des normes physiques de l'habitation au Canada. L'enquête révèle également les tendances des préférences des consommateurs pour l'équipement ménager et l'évolution des types de logements que les Canadiens habitent. L'enquête de 1986 a porté sur des sujets tels que le type d'équipement de chauffage et le combustible utilisé pour le chauffage ainsi que sur l'équipement tel que les réfrigérateurs, les congélateurs, les fours à micro-ondes, les lave-vaisselle, les sècheuses, les téléviseurs et les magnétoscopes. L'échantillon comprenait environ 35,000 ménages représentant pratiquement tous les ménages du Canada. Contrairement aux recensements décennaux, l'enquête par sondage ne peut produire de données pour les localités et régions plus petites, mais la plus grande partie des renseignements existent pour les provinces et certaines régions métropolitaines.

En 1986, le gaz urbain était le principal mode de chauffage dans 45.0 % des maisons, suivi de l'électricité (28.3 %) et du mazout (20.1 %). Le mazout, qui était le principal mode de chauffage au cours des années 70, a été dépassé par le gaz naturel en 1980, et ensuite, par l'électricité en 1985. Le taux de diminution de l'utilisation du mazout a ralenti au cours des dernières années (1.8 point en 1986 et 3.4 points en 1985).

7.5 Construction

7.5.1 Valeur des travaux de construction

La statistique de la construction représente la valeur estimative de tous les travaux de construction neuve et de réparation exécutés par les entrepreneurs, le personnel des services publics, les industries manufacturières, les sociétés minières et forestières, ainsi que par les ministères et organismes publics, les particuliers qui construisent leurs propres maisons et d'autres personnes ou entreprises dont l'activité principale n'est pas la construction.

Toutes les estimations concernant le coût des matériaux utilisés se fondent sur les rapports entre ce poste et la valeur globale des travaux exécutés, d'après les enquêtes annuelles sur les travaux de construction effectués par les entrepreneurs et autres personnes, et elles sont imputées à la valeur totale des travaux. Les estimations de l'élément main-d'œuvre sont établies de la même manière, mais elles tiennent compte, en outre, des propriétaires et associés actifs, ainsi que de leurs rémunérations.

7.5.2 Permis de bâtir délivrés

La valeur estimative de la construction envisagée est indiquée par la valeur des permis de bâtir délivrés. Les données sur ces derniers sont recueillies par Statistique Canada auprès d'environ 2,400 municipalités à travers le pays et existent pour les municipalités, les régions métropolitaines, les provinces, les régions économiques et les divisions de recensement.

La valeur totale des permis de bâtir délivrés au titre de la construction en 1985 s'élève à environ \$19.5 milliards, comparativement à \$15.5 milliards en 1984 et \$14.5 milliards en 1983. La valeur des permis de bâtir résidentiels s'établit à \$10.9 milliards en 1985, comparativement à \$8.5 milliards en 1984 et \$8.9 milliards en 1983.

7.6 Investissements

Le total des investissements au Canada en 1986 devrait atteindre \$85.8 milliards, ce qui représente une augmentation de 4.6 % par rapport au total de \$82.1 milliards en 1985, lui-même dépassant de 8.9 % le total de \$75.4 milliards de 1984. Ces estimations sont en dollars courants sans correction de la variation des prix et traduisent les intentions de dépenses des répondants déclarées lors d'une enquête sur les dépenses en capital et en réparations de Statistique Canada. Cette dernière a porté sur 28,000 établissements commerciaux, d'enseignement et autres institutions et administrations à tous les niveaux.

Le total de 1986 pour l'acquisition de machines et de matériel est estimé à \$33.8 milliards, soit 6.0 % de plus que le total de \$31.9 milliards de 1985, qui lui-même était supérieur de 7.7 % à celui de \$29.6 milliards de 1984. Selon les estimations, la construction totale ne devrait augmenter que de 3.7 % en 1986 pour atteindre \$52.0 milliards alors que l'augmentation en 1985 par rapport à 1984 avait été de 9.7 % (de \$45.8 milliards à \$50.2 milliards). Ces estimations comprennent \$16.6 milliards, \$14.4 milliards et \$12.6 milliards au titre de la construction résidentielle pour 1986, 1985 et 1984 respectivement. On évalue la construction non résidentielle à \$35.3 milliards en 1986, à \$35.8 milliards en 1985 et à \$33.2 milliards en 1984.

Les dépenses en immobilisations faites dans une région peuvent avoir des effets générateurs de revenu dans d'autres régions. Par exemple, le fait d'investir des millions de dollars dans des usines et des biens d'équipement dans l'Ouest canadien peut donner lieu à une activité considérable dans l'industrie des machines en Ontario et au Québec, de même qu'à des travaux de construction dans les provinces de l'Ouest.